

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/14007]

11 AOUT 2017. — Loi portant assentiment à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes sur l'échange des déclarations pays par pays, signé à Paris le 27 janvier 2016 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des Représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord multilatéral entre autorités compétentes sur l'échange des déclarations pays par pays, signé à Paris le 27 janvier 2016, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 août 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :

Documents : 54-2482

Rapport intégral : 22/06/2017

(2) Entrée en vigueur : 01/12/2016

<http://www.oecd.org/tax/beps/country-by-country-exchange-relationships.htm>

ACCORD MULTILATERAL ENTRE AUTORITES COMPETENTES
PORTANT SUR L'ECHANGE DES DECLARATIONS PAYS PAR
PAYS

Considérant que les juridictions des signataires de l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange de déclarations pays par pays (l'« Accord ») sont des Parties à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale ou à cette même Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale telle qu'amendée par le Protocole (la « Convention »), ou des territoires couverts par cette Convention, ou ont signé ou exprimé leur intention de signer la Convention et reconnu que la Convention doit être en vigueur et avoir pris effet à leur égard avant le début de l'échange automatique des déclarations pays par pays;

Considérant qu'un pays qui a signé ou exprimé son intention de signer la Convention ne deviendra une Juridiction telle que définie à la section 1 du présent Accord que lorsqu'il sera devenu Partie à la Convention;

Considérant que les juridictions veulent accroître la transparence fiscale internationale et améliorer l'accès de leurs administrations fiscales respectives aux informations concernant la répartition mondiale des bénéfices, des impôts payés et certains indicateurs de localisation de l'activité économique entre juridictions fiscales dans lesquelles les groupes d'entreprises multinationales exercent leurs activités, grâce à l'échange automatique de déclarations pays par pays annuelles, dans le but de procéder à une évaluation générale des risques liés aux prix de

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/14007]

11 AUGUSTUS 2017. — Wet houdende instemming met het Multilateraal Akkoord tussen bevoegde autoriteiten inzake de uitwisseling van landenrapporten, ondertekend te Parijs op 27 januari 2016 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Multilateraal Akkoord tussen bevoegde autoriteiten inzake de uitwisseling van landenrapporten, ondertekend te Parijs op 27 januari 2016, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 augustus 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :

Stukken : 54-2482.

Integraal verslag : 22/06/2017

(2) Inwerkingtreding : 01/12/2016

<http://www.oecd.org/tax/beps/country-by-country-exchange-relationship.htm>

VERTALING

MULTILATERAAL AKKOORD TUSSEN BEVOEGDE AUTORITEITEN INZAKE DE UITWISSELING VAN LANDENRAPPORTEN

Overwegend dat de rechtsgebieden van de ondertekenaars van het Multilateraal akkoord tussen bevoegde autoriteiten inzake de uitwisseling van landenrapporten (hierna "het Akkoord" genoemd) partij zijn bij, of gebieden zijn die onder de toepassing vallen van, de Overeenkomst inzake wederzijdse administratieve bijstand in fiscale aangelegenheden of bij/van de Overeenkomst inzake wederzijdse administratieve bijstand in fiscale aangelegenheden zoals gewijzigd door het Protocol (hierna "de Overeenkomst" genoemd) — of die de Overeenkomst hebben ondertekend of hun intentie hebben uitgedrukt om de Overeenkomst te ondertekenen — en erkennen dat de Overeenkomst ten aanzien van hen in werking moet zijn en uitwerking moet hebben vooraleer de automatische uitwisseling van landenrapporten plaatsvindt;

Overwegend dat een land dat de Overeenkomst heeft ondertekend, of zijn intentie heeft uitgedrukt om de Overeenkomst te ondertekenen, pas een rechtsgebied wordt zoals omschreven in sectie 1 van dit Akkoord wanneer het Partij bij de Overeenkomst geworden is;

Overwegend dat de rechtsgebieden wensen om via de automatische uitwisseling van jaarlijkse landenrapporten de fiscale transparantie op internationaal vlak te vergroten en voor hun respectieve belastingautoriteiten de toegang te verbeteren tot informatie over de globale toerekening van opbrengsten, de betaalde belastingen en tot bepaalde aanwijzingen betreffende de inplanting van de economische activiteit over de fiscale rechtsgebieden binnen dewelke multinationale groepen opereren, om zodoende grote verrekenprijrisico's en andere risico's die

transfert et d'autres risques d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfiques, y compris le cas échéant à des fins d'analyse économique et statistique;

Considérant que les lois des Juridictions respectives imposent ou devraient imposer à l'entité déclarante d'un groupe d'entreprises multinationales de déposer chaque année une déclaration pays par pays;

Considérant que la déclaration pays par pays fera partie d'une structure à trois niveaux, avec le fichier principal mondial et le fichier local, qui ensemble représentent une approche standardisée de la documentation des prix de transfert et fourniront aux administrations fiscales des informations fiables et pertinentes pour effectuer une analyse efficace et robuste des risques liés aux prix de transfert;

Considérant que le chapitre III de la Convention autorise l'échange de renseignements à des fins fiscales, y compris de manière automatique, et autorise les autorités compétentes des Juridictions à définir la portée et les modalités de ces échanges automatiques;

Considérant que l'article 6 de la Convention prévoit que deux Parties ou plus peuvent convenir mutuellement d'échanger automatiquement des renseignements même si l'échange des renseignements proprement dit s'effectuera sur une base bilatérale entre autorités compétentes;

Considérant que les Juridictions ont mis en place ou devraient avoir en place lors du premier échange des déclarations pays par pays

- (i) les protections adéquates pour faire en sorte que les renseignements reçus conformément à cet Accord restent confidentiels et soient utilisés dans le seul but de procéder à une évaluation générale des risques liés aux prix de transfert et d'autres risques d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfiques, y compris le cas échéant à des fins d'analyse économique et statistique, conformément à la section 5 du présent Accord,
- (ii) les infrastructures nécessaires à un échange efficace (y compris les processus garantissant un échange de renseignements en temps voulu, exact et confidentiel, des communications efficaces et fiables, et les moyens permettant de résoudre rapidement les questions et préoccupations relatives aux échanges ou aux demandes d'échanges et d'appliquer les dispositions de la section 4 du présent Accord) et
- (iii) la législation nécessaire pour imposer aux entités déclarantes de déposer une déclaration pays par pays;

Considérant que les Juridictions sont prêtes à dialoguer dans le but de résoudre les cas de résultats économiques indésirables, y compris pour les entreprises en particulier, conformément au paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention et au paragraphe 1 de la section 6 du présent Accord;

Considérant que les procédures amiables, prévues par exemple par une convention de double imposition conclue entre les juridictions des autorités compétentes, restent applicables dans les cas où la déclaration pays par pays a été échangée en vertu de cet Accord;

Considérant que les autorités compétentes des juridictions ont l'intention de conclure cet Accord, sans préjudice des procédures législatives nationales éventuelles, et sous réserve de la confidentialité et des garanties prévues par la Convention, y compris les dispositions qui limitent l'utilisation des renseignements échangés en vertu de cet Accord;

Les autorités compétentes sont dès lors convenues des dispositions suivantes :

Section 1^{re}. — Définitions

1. Aux fins du présent Accord, les expressions et termes suivants ont le sens défini ci-après :

- a) le terme "**Juridiction**" désigne un pays ou un territoire pour lequel la Convention est en vigueur et a pris effet par ratification, acceptation ou approbation conformément à l'article 28, ou par extension territoriale conformément à l'article 29, et qui est signataire du présent Accord;
- b) l'expression "**autorité compétente**" désigne, pour chaque Juridiction respectives, les personnes et autorités énumérées à l'Annexe B de la Convention;

verband houden met de uitholling van de belastbare grondslag en winstverschuiving te kunnen beoordelen en, waar aangewezen, ook een economische en statistische analyse te kunnen maken;

Overwegend dat de wetten van de respectieve rechtsgebieden aan de rapporterende entiteit van een multinationale groep de verplichting opleggen, of zouden moeten opleggen, om jaarlijks een landenrapport in te dienen;

Overwegend dat het landenrapport samen met een globaal groepsdossier en een lokaal dossier deel zal uitmaken van een driedelige structuur, die in haar geheel moet zorgen voor een gestandaardiseerde aanpak van de documentatie over verrekenprijzen die het mogelijk zal maken om aan de belastingadministraties relevante en betrouwbare informatie te verstrekken die nodig is om een efficiënte en degelijke analyse te verrichten van de beoordeling van de risico's die verbonden zijn aan de verrekenprijzen;

Overwegend dat hoofdstuk III van de Overeenkomst de uitwisseling van inlichtingen voor fiscale doeleinden toestaat, met inbegrip van de automatische uitwisseling van inlichtingen, en de bevoegde autoriteiten van de rechtsgebieden machtigt om overeen te komen over de draagwijdte en de toepassingsregels van die automatische uitwisseling;

Overwegend dat artikel 6 van de Overeenkomst bepaalt dat twee of meer Partijen onderling kunnen overeenkomen om automatisch inlichtingen uit te wisselen, met dien verstande dat de feitelijke uitwisseling van inlichtingen op bilaterale basis tussen de bevoegde autoriteiten plaatsvindt;

Overwegend dat de rechtsgebieden tegen de tijd dat de eerste uitwisseling van landenrapporten plaatsvindt gezorgd hebben, of zouden moeten gezorgd hebben, voor :

- (i) passende beveiliging die moet verzekeren dat de overeenkomstig dit Akkoord ontvangen inlichtingen vertrouwelijk blijven en gebruikt worden voor het beoordelen van grote verrekenprijzenrisico's en andere risico's die verband houden met de uitholling van de belastbare grondslag en winstverschuiving en, waar aangewezen, voor het maken van een economische en statistische analyse, overeenkomstig sectie 5 van dit Akkoord,
- (ii) de vereiste infrastructuur voor een doeltreffende uitwisseling (daaronder begrepen vastgelegde procedures die moeten zorgen voor een tijdige, nauwkeurige en vertrouwelijke uitwisseling van inlichtingen, een doeltreffende en betrouwbare communicatie en voor middelen die het mogelijk maken vragen en bezorgdheden rond uitwisselingen of vragen om uitwisseling snel op te lossen en de bepalingen van sectie 4 van dit Akkoord toe te passen), en
- (iii) de vereiste wetgeving die de rapporterende entiteiten verplicht om het landenrapport in te dienen;

Overwegend dat de rechtsgebieden zich ertoe verbonden hebben om besprekingen te voeren teneinde een oplossing te zoeken voor gevallen die ongewenste economische resultaten hebben, ook voor afzonderlijke ondernemingen, overeenkomstig artikel 24, paragraaf 2 van de Overeenkomst en sectie 6, paragraaf 1 van dit Akkoord;

Overwegend dat de procedures voor onderling overleg, bijvoorbeeld op grond van een dubbelbelastingverdrag dat tussen de rechtsgebieden van de bevoegde autoriteiten gesloten werd, van toepassing blijven in gevallen waarin het landenverslag uitgewisseld werd op grond van dit Akkoord;

Overwegend dat de bevoegde autoriteiten van de rechtsgebieden de intentie hebben om dit Akkoord te sluiten, onverminderd de nationale wetgevende procedures (indien van toepassing), en onder voorbehoud van de vertrouwelijkheid en andere beveiligingen waarin de Overeenkomst voorziet, daaronder begrepen de bepalingen die het gebruik beperken van de inlichtingen die krachtens de Overeenkomst worden uitgewisseld;

Zijn de bevoegde autoriteiten het volgende overeengekomen :

Afdeling 1. — Begripsbepalingen

1. Voor de toepassing van dit Akkoord hebben de volgende uitdrukkingen de betekenis zoals hierna omschreven :

- a) onder "**Rechtsgebied**" wordt verstaan een land of een territorium voor hetwelk de Overeenkomst in werking is en uitwerking heeft — hetzij door bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring overeenkomstig artikel 28, hetzij door territoriale uitbreiding overeenkomstig artikel 29 — en dat dit Akkoord ondertekend heeft;
- b) onder "**Bevoegde Autoriteit**" wordt voor elk respectief Rechtsgebied verstaan de personen en autoriteiten die in Bijlage B van de Overeenkomst opgesomd zijn;

- c) le terme **"groupe"** désigne un ensemble d'entreprises liées en vertu de la structure de propriété ou de contrôle, tenu à ce titre d'établir des états financiers consolidés conformes aux principes comptables applicables à des fins d'information financière, ou qui serait tenu de le faire si des participations dans l'une ou l'autre de ces entreprises étaient cotées en bourse;
- d) l'expression **"groupe d'entreprises multinationales"** désigne tout groupe qui
- comprend deux entreprises ou plus, dont la résidence fiscale se trouve dans des juridictions différentes, ou qui comprend une entreprise dont la résidence fiscale se trouve dans une juridiction mais qui est soumise à l'impôt dans une autre juridiction au titre des activités exercées par le biais d'un établissement stable, et
 - qui n'est pas un groupe d'entreprises multinationales exclu;
- e) l'expression **"groupe d'entreprises multinationales exclu"** désigne un groupe qui n'est pas tenu de déposer une déclaration pays par pays parce que son chiffre d'affaires annuel consolidé réalisé au cours de l'exercice fiscal qui précède immédiatement l'exercice fiscal déclarable, ainsi qu'il ressort de ses états financiers consolidés pour cet exercice fiscal antérieur, est inférieur au seuil défini par la législation interne de la Juridiction, conformément au rapport de 2015 tel qu'il peut être amendé à la suite du réexamen en 2020 qui y est envisagé;
- f) l'expression **"entité constitutive"** désigne
- toute unité opérationnelle distincte d'un groupe d'entreprises multinationales qui est intégrée dans les états financiers consolidés à des fins d'information financière, ou qui le serait si des participations dans cette unité opérationnelle d'un groupe d'entreprises multinationales étaient cotées en bourse;
 - toute unité opérationnelle distincte qui est exclue des états financiers consolidés du groupe d'entreprises multinationales uniquement pour des raisons de taille ou d'importance relative; et
 - tout établissement stable d'une unité opérationnelle distincte du groupe d'entreprises multinationales appartenant aux catégories (i) ou (ii) ci-dessus sous réserve que l'unité opérationnelle établisse un état financier distinct pour cet établissement stable à des fins réglementaires, fiscales, d'information financière ou de gestion interne;
- g) l'expression **"entité déclarante"** désigne l'entité constitutive qui, en application de la législation interne de sa juridiction de résidence fiscale, dépose la déclaration pays par pays en sa qualité de représentant du groupe d'entreprises multinationales;
- h) l'expression **"déclaration pays par pays"** désigne la déclaration pays par pays que l'entité déclarante doit, conformément aux lois de sa juridiction de résidence fiscale, déposer chaque année avec les informations devant être déclarées selon ces lois comportant les éléments et reprenant la présentation adoptés dans le rapport de 2015, tel qu'il pourrait être amendé à la suite du réexamen en 2020 qui y est envisagé;
- i) l'expression **"rapport de 2015"** désigne le rapport final intitulé "Documentation des prix de transfert et déclarations pays par pays" établi au titre de l'action 13 du plan d'action de l'OCDE et du G20 concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices;
- j) l'expression **"organe de coordination"** désigne l'organe de coordination de la Convention qui, conformément au paragraphe 3 de l'article 24 de la Convention, est composé de représentants des autorités compétentes des Parties à la Convention;
- k) l'expression **"secrétariat de l'organe de coordination"** désigne le secrétariat de l'OCDE qui assiste l'organe de coordination;
- l) l'expression **"accord qui a pris effet"** signifie, pour deux autorités compétentes qu'elles soient, que les deux autorités compétentes ont manifesté leur intention d'échanger automatiquement des renseignements l'une avec l'autre et ont satisfait aux autres conditions prévues au paragraphe 2 de la section 8. La liste des autorités compétentes pour lesquelles le présent Accord a pris effet sera publiée sur le site Internet de l'OCDE.
- c) onder **"Groep"** wordt verstaan een verzameling ondernemingen die door eigenaarschap of controle op zulkdanige wijze verbonden zijn dat ze ofwel op grond van de geldende boekhoudkundige regels een geconsolideerde jaarrekening moet opmaken voor de financiële verslaggeving, ofwel dit zou moeten doen indien aandelenbelangen in een van de ondernemingen zouden verhandeld worden op een gereguleerde markt;
- d) onder **"Multinationale Groep"** wordt verstaan elke groep die :
- twee of meer ondernemingen omvat die van een verschillend rechtsgebied inwoner zijn, of die een onderneming omvat die inwoner is van het ene rechtsgebied en in een ander rechtsgebied aan belasting onderworpen is ter zake van de werkzaamheden die met behulp van een vaste inrichting worden uitgeoefend, en
 - geen vrijgestelde multinationale groep is.
- e) onder **"Vrijgestelde Multinationale Groep"** wordt verstaan een groep die geen landenrapport moet indienen wegens het feit dat zijn jaarlijkse geconsolideerde groepsopbrengsten voor de rapporteringsperiode dat onmiddellijk voorafgaat aan de te rapporteren rapporteringsperiode, zoals die tot uiting komen in de geconsolideerde jaarrekening van die groep voor die voorafgaande rapporteringsperiode, minder bedragen dan het drempelbedrag dat door het rechtsgebied in zijn nationale wetgeving bepaald is en dat moet overeenstemmen met het drempelbedrag dat is vastgelegd in het Verslag 2015, dat kan gewijzigd worden als gevolg van de daarin geplande herziening van 2020;
- f) onder **"Groepsentiteit"** wordt verstaan :
- elke afzonderlijke entiteit van een multinationale groep die opgenomen is in de geconsolideerde jaarrekening voor de financiële verslaggeving, of die in die jaarrekening zou opgenomen worden indien aandelenbelangen in dergelijke entiteit van een multinationale groep op een gereguleerde markt zouden verhandeld worden;
 - elke afzonderlijke entiteit die enkel op grond van omvang of materieel belang niet opgenomen is in de geconsolideerde jaarrekening van de multinationale groep; en
 - elke vaste inrichting van elke afzonderlijke entiteit van de multinationale groep die onder punt (i) of (ii) hierboven valt, op voorwaarde dat de entiteit voor die vaste inrichting een afzonderlijke jaarrekening opmaakt met het oog op de financiële verslaggeving, op het naleven van de reglementering, op het aangeven van de belastingen of op interne beheerscontrole.
- g) onder **"Rapporterende Entiteit"** wordt verstaan de groepsentiteit die krachtens de nationale wetgeving van het rechtsgebied van haar fiscale woonplaats het landenrapport indient op grond van de machtiging die ze heeft om dit namens de multinationale groep te doen;
- h) onder **"Landenrapport"** wordt verstaan het landenrapport dat de rapporterende entiteit jaarlijks moet indienen in overeenstemming met de wetgeving van het rechtsgebied van haar fiscale woonplaats en dat de inlichtingen bevat die ingevolge die wetgeving moeten gerapporteerd worden met vermelding van de punten en in het formaat zoals aangegeven in het Verslag 2015, dat kan gewijzigd worden als gevolg van de daarin geplande herziening van 2020;
- i) onder **"Verslag 2015"** wordt verstaan het geconsolideerde verslag met als titel "Transfer Pricing Documentation and Country-by-Country Reporting, on Action 13 of the OECD/G20 Action Plan on Base Erosion and Profit Shifting";
- j) onder **"Coördinerend Lichaam"** wordt verstaan het coördinerend lichaam van de Overeenkomst dat ingevolge artikel 24, paragraaf 3 van de Overeenkomst samengesteld is uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten van de Partijen bij de Overeenkomst;
- k) onder **"Secretariaat van het Coördinerend Lichaam"** wordt verstaan het secretariaat van de OESO dat het coördinerend lichaam ondersteunt;
- l) Onder **"Akkoord dat uitwerking heeft"** wordt voor twee bevoegde autoriteiten, ongeacht dewelke, verstaan dat ze beiden hun intentie te kennen geven hebben om automatisch inlichtingen met elkaar uit te wisselen en de andere voorwaarden vervuld hebben waarin sectie 8, paragraaf 2 voorziet. Een lijst met de bevoegde autoriteiten voor dewelke dit Akkoord uitwerking heeft, zal gepubliceerd worden op de website van de OESO.

2. Pour l'application de cet Accord à un moment donné par une autorité compétente d'une Juridiction, tout terme ou expression qui n'est pas défini dans le présent Accord a, sauf si le contexte exige une interprétation différente ou si les autorités compétentes s'entendent sur une signification commune (comme l'autorise le droit national), le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de la Juridiction qui applique le présent Accord, toute définition figurant dans la législation fiscale applicable de cette Juridiction l'emportant sur une définition contenue dans une autre législation de la même Juridiction.

Section 2. — Echange de renseignements concernant des groupes d'entreprises multinationales

1. Conformément aux articles 6, 21 et 22 de la Convention, chaque autorité compétente échangera chaque année, de manière automatique, la déclaration pays par pays reçue de chaque entité déclarante résidente de sa juridiction à des fins fiscales, avec toutes les autres autorités compétentes des Juridictions pour lesquelles cet Accord a pris effet et dans lesquelles, sur la base des informations contenues dans la déclaration pays par pays, une ou plusieurs entités constitutives du groupe d'entreprises multinationales de l'entité déclarante sont résidentes à des fins fiscales ou sont imposées au titre d'activités menées par l'intermédiaire d'un établissement stable.

2. Nonobstant le paragraphe précédent, les autorités compétentes des Juridictions qui ont indiqué qu'elles doivent être inscrites sur la liste des juridictions pour lesquelles il n'y a pas de réciprocité, en adressant la notification prévue à l'alinéa 1 b) de la section 8, transmettront les déclarations pays par pays prévues par le paragraphe 1, mais ne les recevront pas en vertu de cet Accord. Les autorités compétentes des Juridictions qui ne figurent pas dans la liste des juridictions pour lesquelles il n'y a pas de réciprocité transmettront et recevront les informations visées au paragraphe 1. Toutefois, les autorités compétentes n'envoieront pas ces renseignements aux autorités compétentes des Juridictions énumérées dans la liste susmentionnée.

Section 3. — Calendrier et modalités des échanges de renseignements

1. Aux fins de l'échange de renseignements prévu à la section 2, la devise dans laquelle sont exprimés les montants contenus dans la déclaration pays par pays doit être précisée.

2. S'agissant du paragraphe 1 de la section 2, une déclaration pays par pays doit être échangée pour la première fois, concernant l'exercice fiscal du groupe d'entreprises multinationales ouvert à la date indiquée par l'autorité compétente dans la notification visée à l'alinéa 1 a) de la section 8 ou à une date ultérieure, le plus tôt possible, et au plus tard 18 mois après le dernier jour de cet exercice. Nonobstant ce qui précède, l'obligation d'échanger une déclaration pays par pays s'applique seulement si cet Accord a pris effet entre les deux autorités compétentes et si leurs Juridictions respectives sont dotées d'une législation qui prévoit le dépôt des déclarations pays par pays pour l'exercice fiscal couvert par la déclaration, et qui est conforme à la portée de l'échange définie à la section 2.

3. Sous réserve du paragraphe 2, la déclaration pays par pays doit être transmise le plus rapidement possible, et au plus tard 15 mois après le dernier jour de l'exercice fiscal du groupe d'entreprises multinationales qui fait l'objet de cette déclaration.

4. Les autorités compétentes échangeront automatiquement les déclarations pays par pays selon un schéma commun en langage à balise extensible (XML).

5. Les autorités compétentes oeuvreront pour et s'accorderont sur une ou plusieurs méthodes de transmission électronique de données, y compris sur des normes de cryptage, en vue de renforcer autant que possible la standardisation et de réduire la complexité et les coûts, et informeront le secrétariat de l'organe de coordination des méthodes de transmission et de cryptage standardisées retenues.

2. Voor de toepassing van dit Akkoord op enig tijdstip door een bevoegde autoriteit van een rechtsgebied, en tenzij de context anders vereist of de bevoegde autoriteiten een gemeenschappelijke betekenis zijn overeengekomen (zoals het nationale recht voorziet), heeft elke uitdrukking die niet anders omschreven wordt in dit Akkoord de betekenis welke die uitdrukking op het desbetreffende tijdstip heeft volgens de wetgeving van het rechtsgebied dat dit Akkoord toepast, waarbij elke betekenis onder de van toepassing zijnde belastingwetgeving van dat rechtsgebied voorrang heeft op de betekenis welke die uitdrukking heeft onder andere wetten van datzelfde rechtsgebied.

Afdeling 2. — Uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot multinationale groepen

1. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 6, 21 en 22 van de Overeenkomst, wisselt elke bevoegde autoriteit elk jaar automatisch het landenrapport uit dat ze heeft ontvangen van elke rapporterende entiteit die fiscaal inwoner is van haar rechtsgebied, en dit met alle andere bevoegde autoriteiten van rechtsgebieden voor dewelke dit Akkoord uitwerking heeft en waarin, volgens de inlichtingen in het landenrapport, één of meer groepsentiteiten van de multinationale groep van de rapporterende entiteit ofwel fiscaal inwoner zijn ofwel aan belasting onderworpen zijn ter zake van het bedrijf dat met behulp van een vaste inrichting wordt uitgeoefend.

2. De bevoegde autoriteiten van de rechtsgebieden die in de kennisgeving die ze ingevolge sectie 8, paragraaf 1, b) gedaan hebben, hebben aangegeven dat zij moeten opgenomen worden in de lijst met rechtsgebieden waarvoor geen wederkerigheid geldt, verzenden de landenrapporten zoals bedoeld in paragraaf 1, maar, ongeacht de vorige paragraaf, ontvangen zelf geen landenrapporten in het kader van dit Akkoord. De bevoegde autoriteiten van rechtsgebieden die niet opgenomen zijn in de lijst met rechtsgebieden waarvoor geen wederkerigheid geldt, verzenden én verkrijgen de in paragraaf 1 bedoelde inlichtingen. Bevoegde autoriteiten sturen die inlichtingen evenwel niet naar bevoegde autoriteiten van de rechtsgebieden die zijn opgenomen in voornoemde lijst met rechtsgebieden waarvoor geen wederkerigheid geldt.

Afdeling 3. — Timing en toepassingsregels voor de uitwisselingen van inlichtingen

1. Voor de toepassing van de uitwisseling van inlichtingen waarin sectie 2 voorziet, wordt duidelijk vermeld in welke munteenheid de in het landenrapport opgenomen bedragen zijn uitgedrukt.

2. Met betrekking tot sectie 2, paragraaf 1, moet een landenrapport voor de eerste keer uitgewisseld worden voor de rapporteringsperiode van de multinationale groep dat begint op of na de datum die de bevoegde autoriteit vermeld heeft in de kennisgeving die ze ingevolge sectie 8, paragraaf 1, a) heeft gedaan, zo spoedig mogelijk en niet later dan 18 maanden na de laatste dag van die rapporteringsperiode. Ongeacht het voorafgaande, is de verplichting om een landenrapport uit te wisselen enkel van toepassing indien dit Akkoord uitwerking heeft tussen de twee bevoegde autoriteiten en er in hun respectieve rechtsgebieden wetgeving van kracht is die bepaalt dat er landenrapporten moeten ingediend worden voor de rapporteringsperiode waarop het landenrapport betrekking heeft en die overeenstemt met de draagwijdte van de uitwisseling zoals bepaald in sectie 2.

3. Onder voorbehoud van paragraaf 2, moet het landenrapport zo spoedig mogelijk uitgewisseld worden en niet later dan 15 maanden na de laatste dag van de rapporteringsperiode van de multinationale groep waarop het landenrapport betrekking heeft.

4. De bevoegde autoriteiten wisselen de landenrapporten automatisch uit volgens een gemeenschappelijk schema en in Extensible Markup Language-formaat.

5. De bevoegde autoriteiten streven naar, en bereiken overeenstemming over, één of meer methodes voor elektronische gegevensoverdracht, met inbegrip van versleutelingsstandaarden, om de standaardisatie te maximaliseren en de complexiteit en de kosten tot een minimum te beperken en zij brengen het secretariaat van het coördinerend lichaam op de hoogte van die gestandaardiseerde uitwisselings- en versleutelingsmethodes.

Section 4. — Collaboration en matière d'application et de mise en oeuvre de l'Accord

Une autorité compétente informera l'autre autorité compétente lorsqu'elle a des raisons de croire, s'agissant d'une entité déclarante résidente à des fins fiscales dans la juridiction de l'autre autorité compétente, qu'une erreur peut avoir eu pour conséquence la communication de renseignements erronés ou incomplets ou qu'une entité déclarante ne respecte pas ses obligations de dépôt d'une déclaration pays par pays. L'autorité compétente ainsi notifiée appliquera toutes les dispositions appropriées de son droit interne pour corriger ces erreurs ou remédier aux manquements décrits dans la notification.

Section 5. — Confidentialité, protection et usage approprié des données

1. Tous les renseignements échangés sont soumis aux obligations de confidentialité et autres protections prévues par la Convention, y compris aux dispositions qui limitent leur utilisation.

2. Outre les restrictions visées au paragraphe 1, l'utilisation des renseignements sera limitée aux seules fins autorisées dans ce paragraphe. En particulier, les renseignements figurant dans la déclaration pays par pays seront utilisés pour procéder à une évaluation générale des risques liés aux prix de transfert et aux pratiques d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices et, le cas échéant, à des fins d'analyse économique et statistique. Les renseignements ne seront pas utilisés en remplacement d'une analyse détaillée des prix de transfert réalisée pour une transaction ou une rémunération particulière, fondée sur une analyse fonctionnelle et une analyse de comparabilité complètes. Il est entendu que les informations figurant dans la déclaration pays par pays ne permettent pas en soi de déterminer de manière concluante si les prix de transfert sont corrects ou non et, par conséquent, elles ne doivent pas être utilisées pour fonder des ajustements de prix de transfert. Les ajustements inadéquats effectués par des administrations fiscales locales en violation de ce paragraphe seront abandonnés dans toute procédure mise en oeuvre par les autorités compétentes. Nonobstant ce qui précède, il n'y a aucune restriction à l'utilisation des renseignements figurant dans la déclaration pays par pays comme point de départ à un examen plus approfondi des prix de transfert établis par le groupe d'entreprises multinationales ou d'autres questions fiscales lors d'un contrôle et, par conséquent, des ajustements appropriés du bénéfice imposable d'une entité constitutive peuvent être effectués.

3. Dans la mesure où sa législation le permet, une autorité compétente notifiera immédiatement au secrétariat de l'organe de coordination toute violation des paragraphes 1 et 2 de cette section, en y incluant les actions correctives et toute autre mesure qui en résultent. Le secrétariat de l'organe de coordination informera toutes les autorités compétentes pour lesquelles le présent Accord constitue un Accord qui a pris effet avec la première autorité compétente mentionnée.

Section 6. — Consultations

1. Si un ajustement du bénéfice imposable d'une entité constitutive, effectué à la suite d'investigations supplémentaires fondées sur les données figurant dans la déclaration pays par pays, aboutit à des résultats économiques indésirables, y compris pour une entreprise en particulier, les autorités compétentes des Juridictions dans lesquelles les entités constitutives concernées ont leur résidence fiscale doivent se consulter et dialoguer en vue de résoudre ce cas.

2. En cas de difficulté dans l'application ou l'interprétation du présent Accord, une autorité compétente peut solliciter des consultations avec une ou plusieurs autorités compétentes en vue d'élaborer des mesures appropriées pour garantir l'exécution du présent Accord. Une autorité compétente doit, en particulier, consulter l'autre autorité compétente avant de conclure à l'existence d'une défaillance systémique, de la part de l'autre autorité compétente, concernant l'échange des déclarations pays par pays. Si la première autorité compétente mentionnée conclut à l'existence de cette défaillance, elle doit en informer le secrétariat de l'organe de coordination qui, après en avoir informé l'autre autorité compétente concernée, notifiera l'ensemble des autorités compétentes. Dans la mesure où sa législation le permet, toute autorité compétente peut, en passant par le secrétariat de l'organe de coordination si elle le souhaite, associer d'autres autorités compétentes pour lesquelles cet Accord a pris effet aux fins de recherche d'une solution acceptable au problème.

Afdeling 4. — Samenwerking inzake de toepassing en uitvoering van het Akkoord

Wanneer een bevoegde autoriteit redenen heeft om aan te nemen dat een fout bij een rapporterende entiteit die fiscaal inwoner is van het rechtsgebied van de andere bevoegde autoriteit mogelijk geleid heeft tot het mededelen van onjuiste of onvolledige inlichtingen, of dat een rapporterende entiteit niet voldoet aan haar verplichting om een landenrapport in te dienen, brengt zij die andere bevoegde autoriteit daarvan op de hoogte. De aldus geïnformeerde bevoegde autoriteit past alle passende bepalingen van haar intern recht toe om de fouten te verbeteren of de gebreken te verhelpen die in de kennisgeving beschreven zijn.

Afdeling 5. — Vertrouwelijkheid, bescherming van de gegevens en passend gebruik

1. Alle uitgewisselde inlichtingen zijn onderworpen aan de verplichtingen inzake vertrouwelijkheid en aan de andere beschermingsmaatregelen die zijn bepaald in de Overeenkomst, daaronder begrepen de bepalingen die het gebruik van de uitgewisselde inlichtingen beperken.

2. Naast de beperkingen waarin paragraaf 1 voorziet, zal het gebruik van de inlichtingen verder beperkt worden tot het in deze paragraaf beschreven toegestane gebruik. Meer in het bijzonder zullen de via een landenrapport ontvangen inlichtingen gebruikt worden voor het beoordelen van grote risico's die verband houden met verrekenprijzen, uitholling van de belastbare grondslag en verschuiving van de winst en, waar aangewezen, voor het maken van een economische en statistische analyse. De inlichtingen zullen niet gebruikt worden ter vervanging van een gedetailleerde verrekenprijsanalyse die gemaakt wordt ter zake van afzonderlijke transacties en prijzen en die gebaseerd is op een volledige functionele analyse en op een volledige vergelijkbaarheidsanalyse. Er wordt erkend dat de inlichtingen in het landenrapport op zichzelf geen afdoende bewijs zijn dat verrekenprijzen al dan niet correct zijn, en bijgevolg zullen verrekenprijsaanpassingen ook niet gebaseerd worden op het landenrapport. Door plaatselijke belastingadministraties gemaakte ongepaste aanpassingen, die in strijd zijn met deze paragraaf, zullen buiten beschouwing gelaten worden in elke procedure die door bevoegde autoriteiten ingesteld wordt. Onafgezien van het bovenstaande is het niet verboden om in het kader van een belastingcontrole gebruik te maken van de gegevens uit het landenrapport als basis voor het voeren van verder onderzoek naar de verrekenprijfsafspraken van de multinationale groep of naar andere belastingaangelegenheden, en bijgevolg mogen de belastbare opbrengsten van een groepsentiteit op passende wijze aangepast worden.

3. Voor zover dit is toegestaan door de geldende wetgeving, brengt een bevoegde autoriteit het secretariaat van het coördinerend lichaam onmiddellijk op de hoogte van elke inbreuk op de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 van deze sectie, daaronder begrepen alle corrigerende acties en alle maatregelen die in verband met de inbreuk op voornoemde paragrafen genomen zijn. Het secretariaat van het coördinerend lichaam geeft hiervan kennis aan alle bevoegde autoriteiten voor dewelke dit Akkoord een Akkoord is dat uitwerking heeft met de eerstgenoemde bevoegde autoriteit.

Afdeling 6. — Overleg

1. Wanneer de belastbare opbrengsten van een groepsentiteit aangepast worden als gevolg van bijkomend onderzoek dat gebaseerd is op de gegevens die opgenomen zijn in het landenrapport, en die aanpassing tot ongewenste economische resultaten leidt, ook wanneer het om een specifieke onderneming gaat, plegen de bevoegde autoriteiten van de rechtsgebieden waarvan de groepsentiteiten inwoner zijn overleg met elkaar en voeren ze besprekingen om tot een oplossing voor dat geval te komen.

2. Indien er moeilijkheden rijzen rond de toepassing of interpretatie van dit Akkoord, kan een bevoegde autoriteit verzoeken om overleg te plegen met één of meer bevoegde autoriteiten, teneinde passende maatregelen uit te werken om de uitvoering van dit Akkoord te garanderen. Een bevoegde autoriteit moet in het bijzonder overleg plegen met de andere bevoegde autoriteit vooraleer ze besluit dat er bij de andere bevoegde autoriteit sprake is van systematische nalatigheid bij de uitwisseling van landenrapporten. Wanneer eerstgenoemde bevoegde autoriteit tot zulk besluit komt, moet ze dat melden aan het secretariaat van het coördinerend lichaam, dat daarvan kennis geeft aan alle bevoegde autoriteiten, na eerst de andere betrokken bevoegde autoriteit op de hoogte gebracht te hebben. Voor zover dit is toegestaan door de geldende wetgeving, mag elke bevoegde autoriteit, desgewenst door bemiddeling van het secretariaat van het coördinerend lichaam, een beroep doen op andere bevoegde autoriteiten waarvoor dit Akkoord in werking is om tot een aanvaardbare oplossing voor het probleem te komen.

3. L'autorité compétente qui a demandé les consultations conformément au paragraphe 2 doit veiller, s'il y a lieu, à ce que le secrétariat de l'organe de coordination soit informé des conclusions adoptées et de toutes mesures ainsi définies, y compris l'absence de conclusions ou de mesures, et le secrétariat de l'organe de coordination informera l'ensemble des autorités compétentes, même celles qui n'ont pas pris part aux consultations, de ces conclusions ou mesures. Les renseignements spécifiques aux contribuables, y compris ceux qui révèlent l'identité du contribuable concerné, n'ont pas à être communiqués.

Section 7. — Modifications

Le présent Accord peut être modifié, par consensus, par accord écrit de toutes les autorités compétentes pour lesquelles l'Accord a pris effet. Sauf disposition contraire, une telle modification prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période d'un mois après la date de la dernière signature d'un tel accord écrit.

Section 8. — Durée de l'Accord

1. Une autorité compétente doit, au moment de la signature du présent Accord ou le plus tôt possible par la suite, adresser une notification au secrétariat de l'organe de coordination :

- a) indiquant que sa Juridiction a mis en place les lois nécessaires pour imposer aux entités déclarantes l'obligation de déposer une déclaration pays par pays et que sa Juridiction exigera le dépôt de déclarations pays par pays portant sur les exercices financiers d'entités déclarantes qui débutent le jour indiqué dans la notification ou après;
- b) précisant si la Juridiction doit figurer dans la liste de celles pour lesquelles il n'y a pas de réciprocité;
- c) précisant une ou plusieurs méthodes de transmission électronique des données, y compris le cryptage;
- d) indiquant qu'elle a mis en place le cadre juridique et les infrastructures nécessaires pour assurer la confidentialité requise et le respect des normes de protection des données mentionnées à l'article 22 de la Convention et au paragraphe 1 de la section 5 du présent Accord, ainsi que l'utilisation appropriée des informations contenues dans les déclarations pays par pays précisées au paragraphe 2 de la section 5 du présent Accord, en y joignant le questionnaire rempli concernant la confidentialité et la protection des données joint en Annexe au présent Accord; et
- e) comprenant : (i) une liste des Juridictions des autorités compétentes à l'égard desquelles elle a l'intention que le présent Accord prenne effet à l'issue des procédures législatives nationales correspondantes le cas échéant ou
- (ii) une déclaration de l'autorité compétente exprimant son intention que le présent Accord prenne effet à l'égard de toutes les autres autorités compétentes qui adressent une notification mentionnée à l'alinéa 1 e) de la section 8. Les autorités compétentes devront notifier rapidement au secrétariat de l'organe de coordination toute modification ultérieure qu'elles comptent apporter aux éléments de la notification mentionnés ci-dessus.

2. Le présent Accord prendra effet entre les deux autorités compétentes à la plus tardive des dates suivantes :

- (i) la date à laquelle la seconde des deux autorités compétentes a déposé au secrétariat de l'organe de coordination la notification visée au paragraphe 1 qui mentionne la Juridiction de l'autre autorité compétente, conformément à l'alinéa 1 (e), et
- (ii) la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur et a pris effet pour les deux Juridictions.

3. De bevoegde autoriteit die om overleg gevraagd heeft overeenkomstig paragraaf 2, moet er in voorkomend geval voor zorgen dat het secretariaat van het coördinerend lichaam geïnformeerd wordt over alle beslissingen die werden genomen en alle maatregelen die werden uitgewerkt, met inbegrip van het ontbreken van zulke beslissingen of maatregelen, en het secretariaat van het coördinerend lichaam brengt al de bevoegde autoriteiten, zelfs die welke niet hebben deelgenomen aan het overleg, op de hoogte van die beslissingen of maatregelen. Inlichtingen die specifiek betrekking hebben op de belastingplichtige, daaronder begrepen de inlichtingen die de identiteit van de betrokken belastingplichtige onthullen, moeten niet medegedeeld worden.

Afdeling 7. — Wijzigingen

Dit Akkoord kan bij consensus gewijzigd worden door middel van een schriftelijk akkoord van alle bevoegde autoriteiten voor dewelke het Akkoord uitwerking heeft. Tenzij anders overeengekomen, krijgt dergelijke wijziging uitwerking op de eerste dag van de maand na het verstrijken van een tijdvak van een maand na de datum van de laatste ondertekening van dergelijk schriftelijk akkoord.

Afdeling 8. — Looptijd van het Akkoord

1. Op het tijdstip van de ondertekening van dit Akkoord, of zo spoedig mogelijk erna, moet een bevoegde autoriteit een kennisgeving bezorgen aan het secretariaat van het coördinerend lichaam :

- a) waarin vermeld is dat haar rechtsgebied gezorgd heeft voor de wetgeving die nodig is om de rapporterende entiteiten te verplichten een landenrapport in te dienen en dat haar rechtsgebied de verplichting zal opleggen om landenrapporten in te dienen met betrekking tot verslagjaren van rapporterende entiteiten die beginnen op of na de in de kennisgeving vastgestelde datum;
- b) waarin duidelijk aangegeven is of het rechtsgebied moet opgenomen worden in de lijst met rechtsgebieden waarvoor geen wederkerigheid geldt;
- c) waarin één of meer methodes voor elektronische gegevensoverdracht, daaronder begrepen de versleuteling, worden vermeld;
- d) waarin wordt aangegeven dat zij gezorgd heeft voor het wettelijk kader en de infrastructuur die nodig zijn om de vereiste vertrouwelijkheid en het naleven van de normen inzake de bescherming van gegevens, zoals bedoeld in artikel 22 van de Overeenkomst en in sectie 5, paragraaf 1 van dit Akkoord, te waarborgen, en om het passend gebruik te verzekeren, zoals omschreven in sectie 5, paragraaf 2 van dit Akkoord, van de in de landenrapporten opgenomen inlichtingen, onder toevoeging van de ingevulde vragenlijst over de vertrouwelijkheid en de gegevensbescherming die in bijlage bij dit Akkoord gaat; en
- e) (i) die een lijst bevat met de rechtsgebieden van de bevoegde autoriteiten ten aanzien waarvan zij wenst dat dit Akkoord uitwerking krijgt na afloop van de nationale wettelijke procedures voor de inwerkingtreding (in voorkomend geval), of
- (ii) een verklaring bevat van de bevoegde autoriteit waarin deze haar voornemen kenbaar maakt om dit Akkoord uitwerking te laten krijgen met alle andere bevoegde autoriteiten die een kennisgeving zoals bedoeld in sectie 8, paragraaf 1, e) toezenden. Bevoegde autoriteiten moeten het secretariaat van het coördinerend lichaam onverwijld in kennis stellen van alle latere wijzigingen die ze aan de hierboven vermelde inhoud van de kennisgeving willen aanbrenge.

2. Dit Akkoord zal uitwerking krijgen tussen twee bevoegde autoriteiten op de laatste van de volgende data :

- (i) de datum waarop de tweede van beide bevoegde autoriteiten aan het secretariaat van het coördinerend lichaam de in paragraaf 1 bedoelde kennisgeving heeft bezorgd waarin het rechtsgebied van de andere bevoegde autoriteit wordt vermeld, zoals bedoeld in paragraaf 1, alinea e), en,
- (ii) de datum waarop de Overeenkomst in werking getreden is en uitwerking heeft voor de twee rechtsgebieden.

3. Le secrétariat de l'organe de coordination conservera et publiera sur le site Internet de l'OCDE une liste des autorités compétentes qui ont signé l'Accord et entre lesquelles le présent Accord constitue un accord qui a pris effet. En outre, le secrétariat de l'organe de coordination publiera sur le site internet de l'OCDE les informations fournies par les autorités compétentes au titre des alinéas 1 (a) et (b).

4. Les informations fournies conformément aux alinéas 1 (c) à (e) seront mises à la disposition des autres signataires sur demande écrite adressée au secrétariat de l'organe de coordination.

5. Une autorité compétente peut suspendre temporairement l'échange de renseignements visé par le présent Accord moyennant préavis écrit adressé à l'autorité compétente de l'autre partie indiquant que cette dernière commet ou a commis un manquement grave au présent Accord. Avant de prendre cette décision, l'autorité compétente mentionnée en premier doit consulter l'autre autorité compétente. Aux fins du présent paragraphe, l'expression « manquement grave » désigne le non-respect des paragraphes 1 et 2 de la section 5 et du paragraphe 1 de la section 6 du présent Accord et/ou des dispositions correspondantes de la Convention, ainsi que le fait pour l'autorité compétente de ne pas communiquer des informations appropriées ou en temps voulu comme le prévoit le présent Accord. Cette suspension est à effet immédiat et se poursuivra jusqu'à ce que la deuxième autorité compétente mentionnée établisse d'une façon satisfaisante pour les deux autorités compétentes qu'il n'y a pas eu de manquement grave ou qu'elle a pris les mesures appropriées pour remédier au manquement grave. Dans la mesure où sa législation l'y autorise, toute autorité compétente peut, en passant par le secrétariat de l'organe de coordination si elle le souhaite, associer d'autres autorités compétentes pour lesquelles cet Accord a pris effet en vue de rechercher une solution acceptable au problème.

6. Une autorité compétente peut mettre fin à sa participation au présent Accord ou vis-à-vis d'une autre autorité compétente moyennant un préavis écrit adressé au secrétariat de l'organe de coordination. Cette dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date du préavis. En cas de dénonciation, toutes les informations déjà reçues au titre du présent Accord restent confidentielles et soumises aux dispositions de la Convention.

Section 9. — Secrétariat de l'organe de coordination

Sauf disposition contraire contenue dans l'Accord, le secrétariat de l'organe de coordination informera l'ensemble des autorités compétentes de toute notification qu'il reçoit au titre du présent Accord et donnera notification à tous les signataires de l'Accord de la signature de celui-ci par une nouvelle autorité compétente.

Fait en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

3. Het secretariaat van het coördinerend lichaam bewaart een lijst van de bevoegde autoriteiten die het Akkoord ondertekend hebben en tussen dewelke dit Akkoord een Akkoord vormt dat uitwerking heeft, en publiceert die lijst op de website van de OESO. Daarnaast publiceert het secretariaat van het coördinerend lichaam de inlichtingen die door bevoegde autoriteiten overeenkomstig de alinea's a) en b) van paragraaf 1 werden verstrekt, op de website van de OESO.

4. De inlichtingen die overeenkomstig de alinea's c) tot e) van paragraaf 1 worden verstrekt, worden ter beschikking gesteld van andere ondertekenaars, na schriftelijk verzoek daartoe aan het secretariaat van het coördinerend lichaam.

5. Een bevoegde autoriteit kan de door dit Akkoord beoogde uitwisseling van inlichtingen tijdelijk opschorten door een andere bevoegde autoriteit schriftelijk te laten weten dat ze vastgesteld heeft dat laatstgenoemde bevoegde autoriteit een ernstige inbreuk pleegt of gepleegd heeft op dit Akkoord. Vooraleer ze zulke vaststelling doet, moet eerstgenoemde bevoegde autoriteit overleg plegen met de andere bevoegde autoriteit. Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder ernstige inbreuk verstaan het niet naleven van de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 van sectie 5 en van paragraaf 1 van sectie 6 van dit Akkoord en/of van de daarmee overeenstemmende bepalingen van de Overeenkomst, alsmede het feit dat de bevoegde autoriteit niet de door dit Akkoord vereiste tijdige of passende inlichtingen meedeelt. Een opschorting heeft onmiddellijke uitwerking en duurt tot laatstgenoemde bevoegde autoriteit op een voor beide bevoegde autoriteiten aanvaardbare manier aantoonbaar dat er geen ernstige inbreuk gepleegd werd of dat de relevante maatregelen genomen heeft om die ernstige inbreuk te verhelpen. Voor zover dit is toegestaan door de geldende wetgeving, mag elke bevoegde autoriteit, desgewenst door bemiddeling van het secretariaat van het coördinerend lichaam, een beroep doen op andere bevoegde autoriteiten waarvoor dit Akkoord in werking is, om tot een aanvaardbare oplossing voor het probleem te komen.

6. Een bevoegde autoriteit kan haar deelneming aan dit Akkoord of ten aanzien van een bepaalde bevoegde autoriteit beëindigen door een schriftelijke opzegging toe te zenden aan het secretariaat van het coördinerend lichaam. Deze beëindiging krijgt uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van twaalf maanden vanaf de datum van de opzegging. In geval van beëindiging blijven alle krachtens dit Akkoord reeds ontvangen inlichtingen vertrouwelijk en onderworpen aan de bepalingen van de Overeenkomst.

Afdeling 9. — Secretariaat van het Coördinerend lichaam

Behoudens andersluidende bepalingen in het Akkoord, brengt het secretariaat van het coördinerend lichaam alle bevoegde autoriteiten op de hoogte van elke kennisgeving die zij ontvangt krachtens dit Akkoord en geeft zij kennis aan alle ondertekenaars van het Akkoord van de ondertekening van het Akkoord door een nieuwe bevoegde autoriteit.

Gedaan in het Engels en het Frans, zijnde de twee talen gelijkelijk authentiek.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/14186]

12 NOVEMBRE 2017. — Arrêté royal fixant les modalités relatives à l'assurance couvrant la responsabilité civile des entreprises de gardiennage, des services internes de gardiennage, des services de sécurité et des entreprises de sécurité maritime

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, l'article 38;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1991 fixant les modalités relatives à l'assurance couvrant la responsabilité civile des entreprises de gardiennage, des services internes de gardiennage et des entreprises de sécurité maritime;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/14186]

12 NOVEMBER 2017. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van nadere regels met betrekking tot de verzekering tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten, de veiligheidsdiensten en de maritieme veiligheidsondernemingen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, artikel 38;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1991 houdende vaststelling van nadere regels met betrekking tot de verzekering tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en de maritieme veiligheidsondernemingen;